



Réunion du mercredi 8 janvier : le collectif Quicury a élargi son réseau avec les agriculteurs et d'autres citoyens.
Tout est encore possible pour proposer autre chose que des entrepôts logistiques.

Mercredi soir 08 janvier à Sarcey devant une centaine de personnes, le collectif Quicury et son groupe alternatives ont présenté des propositions pensées en collaboration avec le monde agricole.

Cette rencontre citoyenne visait à rassembler ceux qui sont attachés à la préservation de notre environnement et à la création des conditions de maintien d'une agriculture durable sur notre territoire.

[Informé. Rassembler. Susciter des échanges entre les différentes parties étaient les maîtres mots de cette rencontre.](#)

L'association Quicury a fait un rappel sur le projet du SMADEOR, sa situation géographique et ses impacts :

Chaque jour près de 1 hectare de terre agricole disparaît dans le Rhône et le manque d'information légale de la population face à cette artificialisation des sols est constatée et déplorée. A l'heure où on ne doit plus parler d'Aménagement du Territoire mais de le ménager les questions soulevées étaient préoccupantes.

Face aux projets qui se profilent, certaines personnes dont des agriculteurs ont ressenti de l'irrespect et du mépris.

Leurs témoignages éloquentes montrent la nécessité de s'unir afin que la citoyenneté soit plus entendue par les représentants des collectivités.

Le collectif **Quicury** considère depuis le début de son action qu'il s'agit d'un débat citoyen, et se refuse à des échanges privés avec les « décideurs » où les habitants des communes seraient exclus.

Tous les représentants des collectivités et décideurs des projets étaient invités à cette réunion, seuls quelques élus sont venus, d'autres ont marqué leur soutien et en ont été remerciés.

Le SMADEOR se retranche derrière des études où la dimension écologique serait soit disant prise en compte alors que l'intérêt général majeur évoqué dans les dossiers ne considère à aucun moment le volet agricole et la nécessité de résilience alimentaire. Cette lacune a été rappelée par un agriculteur appartenant au groupe alternatives.

[La réglementation elle même devrait inciter les agriculteurs à produire pour le marché local. Elle mentionne que 50% des assiettes de la restauration collective devront être composées de produits locaux de qualité et équitables d'ici 2022.](#)

Dans **le Val de Turdine** la consommation foncière est en hausse alors que des friches existent et se créent.

La zone convoitée par le **SMADEOR** avec ses multiples projets « saucissonnés » aux impacts d'autant plus minimisés, doit accueillir des activités plus porteuses d'avenir que celles de la logistique.

Une proposition alternative au projet actuel inutile :

Afin de répondre aux besoins de production alimentaire locale du Val de Turdine dans un avenir proche, et aller dans le sens d'un territoire résilient sur le plan alimentaire le groupe alternatives de **Quicury** propose une tout autre vocation pour la centaine d'hectares de surface agricole utile concernée :

- **un pôle de production agricole de fruits, légumes, céréales, porcs, volailles est proposé .**

- **un autre pôle de transformation des produits agricoles est aussi envisagé.**

Le volet des emplois n'a pas été oublié dans la proposition du collectif **Quicury** avec une grande structure qui pourrait chapeauter les différentes activités.

La présence d'un réseau hydrographique est connu et il serait beaucoup plus profitable de l'utiliser pour un projet d'agriculture plutôt que de le bétonner.

Le collectif a annoncé le travail prochain d'un groupe d'étudiants qui fera le point sur les besoins de produits locaux en restauration dans **le Val de Turdine** et les potentialités des ressources.

En second stade en cours de réflexion : la création d'une SCIC (Société Coopérative d'Intérêt Collectif) chargée de l'installation en Agriculture Paysanne.

L'association Terre de liens qui était présente a expliqué en quoi elle pouvait soutenir des projets dans cette voie.

Elle a pour vocation d'**œuvrer pour une agriculture paysanne, respectueuse de l'environnement et locale.**

Le projet de Terres de Liens est de :

- Préserver les terres agricoles et en assurer un usage responsable sur le plan social et environnemental

- Contribuer au développement de l'agriculture agro-écologique (biologique, biodynamique) et paysanne.

- Encourager des dynamiques collectives et solidaire autour des terres agricoles.

Son mode d'action est spécifique :

elle collecte une épargne citoyenne pour acheter des fermes et met cette épargne à disposition de fermiers dans le cadre d'un bail rural environnemental.

Au delà des acquisitions de fermes, Terre de Liens entend surtout provoquer le débat sur la gestion de cette ressource finie qu'est la terre.

Les pistes d'actions proposées sont les suivantes :

- Une relocalisation de 200 hectares de maraîchage : soit plus de 100 emplois possibles.

- Un projet alimentaire territorial au syndicat de l'Ouest Lyonnais.

- 4 porteurs de projets en 2020.

Des agriculteurs des Monts du Lyonnais ont fait part de leur expérience concernant leur lutte contre le projet de l'A45 globalement rejeté et ont rappelé que la force du nombre d'opposants permettait de faire la différence.

Avant les élections municipales, **Quicury** envisage prochainement une action en lien avec le monde agricole.

Le collectif rappelle **la nécessité du débat public**, toujours ouvert aux citoyens et aux politiques. Il se félicite que cette soirée ait permis d'ouvrir encore plus les échanges et les discussions à d'autres publics dont les agriculteurs aussi très concernés.